

DROIT 1262: **Economie politique: macro-économie**

Faculté de droit

Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix

Professeur: Louis Hotte

Assistante: Natalia Smoliakova

EXAMEN FINAL DE JUIN 2002

QUESTIONNAIRE NUMERO 1

Le nombre total de points à accumuler est de 140. Veuillez ne rendre que les feuilles réponses prévues à cet effet. Ce questionnaire comprend 12 feuilles. Bonne chance!

A. Questions à choix multiples (*4 points par bonne réponse; -1 point par mauvaise réponse; 0 point s'il n'y a pas de réponse.*)

1. Historiquement, lorsqu'un gouvernement est responsable d'une inflation importante, il le fait fondamentalement parce qu'il y a
 - (a) un déséquilibre important entre taux d'intérêt nominal et taux d'intérêt réel.
 - (b) un gaspillage de ressource.
 - (c) une vitesse de la monnaie trop importante.
 - (d) un déséquilibre important dans l'équation des transactions.
 - (e) un déséquilibre important entre ses dépenses et ses recettes.

2. Lequel des énoncés suivants est faux:
 - (a) Les disparités de niveau de vie entre pays s'expliquent surtout par la productivité des gens.
 - (b) Les ordinateurs et les autoroutes sont des exemples de capital physique.
 - (c) Les ressources naturelles et le capital physique sont particulièrement importants pour la croissance économique car ils sont tous deux des capitaux dits "produits".
 - (d) Grâce au commerce international, il n'est pas indispensable d'être riche en ressources naturelles pour qu'un pays atteigne un niveau de vie élevé.
 - (e) Aucune de ces réponses.

3. Depuis l'entrée en vigueur de l'Euro ce premier janvier 2002, on a assisté à une hausse de son taux de change nominal par rapport au dollar américain (US\$). Les prix des biens n'ont cependant pas changé dans ces deux régions entretemps (du moins on le suppose pour cette question). Cela implique que le taux de change réel de l'Euro par rapport au US\$
 - (a) a diminué.
 - (b) a augmenté.
 - (c) est resté inchangé.
 - (d) Nous manquons d'information pour répondre.

4. En Belgique, le gain en capital (différence entre valeurs d'achat et de vente) sur les maisons n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu. Supposons que l'on décidait de le rendre imposable. Afin d'éviter des distorsions dans les décisions d'investissement des individus, il faudrait que le gain en capital soit corrigé en fonction
 - (a) de l'impôt sur le revenu total.
 - (b) des coûts d'affichage.
 - (c) de la vitesse de la monnaie.
 - (d) de l'effet Fisher.
 - (e) de l'inflation.

5. Lequel des énoncés suivants est faux?
- (a) D'une certaine manière, pour les petits investisseurs, les banques agissent en substituts aux émissions publiques d'actions et d'obligations.
 - (b) Le rôle principal d'une banque consiste à recevoir les dépôts des épargnants afin de les acheminer vers les investisseurs.
 - (c) Un fonds mutuel (ou fonds commun de placement) est généralement plus risqué qu'une action d'entreprise.
 - (d) Le prix d'une action reflète généralement les anticipations des acheteurs et vendeurs sur les profits futurs de la firme.
 - (e) Aucune de ces réponses
6. Un individu qui doit faire face soudainement à une dépense importante non-prévue préfère détenir ses actifs sous forme de
- (a) actions boursières.
 - (b) oeuvres d'art.
 - (c) maison.
 - (d) dépôt bancaire sur compte à vue.
 - (e) dépôt à terme auprès d'une compagnie d'assurance.
7. Laquelle des affirmations suivantes est la plus inacceptable?
- (a) La monnaie constitue un mauvais moyen de transférer un pouvoir d'achat présent en pouvoir d'achat futur lorsque le taux d'inflation est important.
 - (b) L'Euro, en tant que monnaie, est très utile pour comparer les valeurs des différents biens entre plusieurs pays de l'UE.
 - (c) Pour que l'Euro facilite réellement les transactions entre les pays l'ayant adopté, il n'est pas nécessaire qu'il soit accepté par tous comme instrument d'échange. Il suffit que la BCE lui confère un "cours légal".
 - (d) La richesse d'un individu se définit par le stock total de ses actifs monétaires et non-monétaires.
 - (e) Le succès d'une monnaie dépend surtout de la confiance que lui accordent les gens, bien plus que de l'intervention d'un gouvernement.
8. Laquelle des affirmations suivantes est la plus acceptable?
- (a) Le concept d'avantage absolu est utile pour expliquer les différences de richesses entre pays.
 - (b) Dans un monde à deux biens, il est possible qu'un individu jouisse d'un coût d'opportunité plus bas sur la production des deux biens à la fois.
 - (c) Le concept d'avantage comparatif est peu utile pour expliquer la direction des échanges entre les pays.
 - (d) Le concept d'avantage absolu est utile pour expliquer les spécialisations de production entre les pays.
9. En présence d'externalités, le théorème de Coase suggère, entre autre, que
- (a) l'intervention de l'état est souhaitable lorsque les coûts de transaction sont importants.
 - (b) l'attribution initiale des droits de propriété n'a pas d'impact sur la distribution de la richesse.
 - (c) il y aura trop de pollution si les droits de propriété de l'air sont attribués aux entreprises polluantes.
 - (d) les permis de pollution sont plus efficaces que les taxes sur la pollution.
 - (e) Tarzan aime Jane.

10. Un des avantages principaux des permis de pollution échangeables par rapport à la taxe pigovienne est que
- (a) il n'est pas nécessaire de connaître les coûts de pollution des firmes pour atteindre un niveau de pollution donné de manière efficace.
 - (b) elle permet aux gouvernements de prélever plus de fonds.
 - (c) elle permet d'internaliser les externalités.
 - (d) l'intervention de l'état n'est plus nécessaire.
 - (e) elle permet aux firmes de fusionner.
11. Lequel des énoncés suivants est vrai:
- (a) Les quatre grandes catégories des dépenses d'un pays sont: 1. consommation des ménages; 2. investissement; 3. exportations; 4. importations.
 - (b) Le PIB nominal est un bon instrument pour mesurer la croissance économique d'un pays.
 - (c) Bien qu'imparfait, le PIB constitue une bonne mesure du bien-être des gens car il prend bien en compte, entre autre, leurs temps de loisir et la qualité de l'environnement.
 - (d) Il existe deux manières de mesurer le PIB d'un pays: soit par les dépenses totales des ménages, soit par les revenus totaux versés par les entreprises.
12. Lequel des énoncés suivants est faux en ce qui concerne les politiques visant à favoriser la croissance économique:
- (a) Les gouvernements subventionnent l'éducation car son rendement social excède son rendement privé.
 - (b) L'investissement étranger direct est défavorable à la croissance des pays en voie de développement car les investisseurs étranger rattachent leurs profits.
 - (c) Le respect des contrats et des droits de propriété constitue une condition préalable à l'investissement.
 - (d) Les gouvernements subventionnent la recherche et le développement car son rendement social excède son rendement privé.
 - (e) C'est en partie grâce à la "loi des rendements décroissants" que le Japon, la Corée du Sud et Singapour ont pratiquement rattrapé les Etats-Unis et l'Europe dans l'après-guerre.
13. Une obligation à laquelle on associe une mauvaise cote de solvabilité (credit rating)
- (a) offrira généralement un taux d'intérêt plus bas.
 - (b) offrira généralement un taux d'intérêt plus élevé.
 - (c) viendra à échéance plus rapidement.
 - (d) viendra à échéance moins rapidement
 - (e) ne sera plus cotée en bourse.
14. Par rapport à une obligation d'entreprise, détenir une action de la même entreprise est généralement préférable lorsque
- (a) l'économie entre en récession.
 - (b) le taux d'inflation est plus bas que prévu.
 - (c) on préfère ne pas prendre trop de risque.
 - (d) l'entreprise fait des profits plus élevés que prévu.
 - (e) Aucune de ces réponses

15. Un gouvernement décide d'introduire de nouveaux crédits d'impôt pour les ménages qui se font bâtir une nouvelle maison. Cette politique aura pour effet de
- baisser le taux d'intérêt (réel) d'équilibre et hausser l'investissement et l'épargne à l'équilibre.
 - hausser le taux d'intérêt (réel) d'équilibre et baisser l'investissement et l'épargne à l'équilibre.
 - baisser le taux d'intérêt (réel) d'équilibre et baisser l'investissement et l'épargne à l'équilibre.
 - hausser le taux d'intérêt (réel) d'équilibre et hausser l'investissement et l'épargne à l'équilibre.
16. Lorsqu'un gouvernement dépense plus qu'il ne perçoit en recettes fiscales, cela a pour effet de
- baisser le taux d'intérêt (réel) d'équilibre et hausser l'investissement et l'épargne à l'équilibre.
 - hausser le taux d'intérêt (réel) d'équilibre et baisser l'investissement et l'épargne à l'équilibre.
 - baisser le taux d'intérêt (réel) d'équilibre et baisser l'investissement et l'épargne à l'équilibre.
 - hausser le taux d'intérêt (réel) d'équilibre et hausser l'investissement et l'épargne à l'équilibre.
17. Selon la théorie des salaires d'efficience,
- les syndicats contribuent à hausser le bien-être de tous les travailleurs.
 - les changements sectoriels réduisent le chômage car ils permettent aux économies de s'adapter aux nouvelles technologies.
 - certains employeurs offrent volontairement un taux de salaire plus élevé que celui d'équilibre en partie parce qu'ils ont du mal à évaluer la qualité réelle des nouveaux travailleurs.
 - un salaire plus élevé diminue le chômage car il incite les travailleurs à hausser leur offre de travail.
 - il n'y aurait pas de chômage sans salaire minimum.
18. Depuis quelques années, l'épargne nationale en Belgique est plus importante que l'investissement domestique. Cela suggère que
- il est préférable pour tous les Belges d'investir à l'étranger.
 - le commerce international est néfaste pour la Belgique.
 - l'investissement net des Belges à l'étranger est négatif.
 - les étrangers ne veulent plus investir en Belgique.
 - les exportations nettes belges sont positives.
19. Si l'Europe connaît un taux d'inflation plus important que les Etats-Unis pendant une longue période, la théorie de la parité du pouvoir d'achat nous suggère qu'à **long terme**,
- le taux de change réel de l'Euro diminuera face au US\$.
 - le taux de change nominal de l'Euro augmentera face au US\$.
 - les biens et services deviendront difficilement échangeables.
 - la Banque Centrale Européenne devrait imprimer plus de monnaie.
 - Aucune de ces réponses
20. Supposons que les gouvernements des pays de l'UE connaissent des surplus budgétaires en 2002. Quel sera l'effet sur le taux de change réel de l'Euro?
- Appréciation
 - Aucun car les coupes de cheveux ne sont pas exportables.
 - Dépréciation
 - Cela dépend de l'effet sur les taux d'intérêt.
 - Il n'existe aucun lien entre le surplus budgétaire d'un gouvernement et le taux de change réel d'un pays.

Le code de bonne conduite des gouverneurs de la BCE
Lundi 27 mai 2002
(LE MONDE)

Francfort de notre correspondant

"Honnêteté", "indépendance", "impartialité" et "discrétion" : tels sont les piliers du code de bonne conduite que la Banque centrale européenne (BCE) vient d'édicter à l'usage des dix-huit membres de son conseil des gouverneurs. Le document a été publié, vendredi 24 mai, au Journal officiel des communautés européennes. Il s'applique au principal organe de décision de l'institut d'émission : composé des six membres du directoire de la BCE, et des douze gouverneurs des banques centrales nationales, le conseil est seul juge de la politique monétaire en cours dans la zone euro.

D'après le code, les collègues du président de la BCE, Wim Duisenberg, sont tenus "de ne pas prendre en considération leur intérêt personnel et d'éviter toute situation susceptible de donner lieu à un conflit d'intérêt personnel". Ils doivent aussi "se conduire de manière à maintenir et à renforcer la confiance du public dans la BCE". Le code de conduite précise encore qu'"il est contraire au principe d'indépendance de solliciter, de recevoir, ou d'accepter d'une source ne provenant pas du système européen des banques centrales un avantage, une récompense, une rémunération ou un don, à caractère financier ou non, dont la valeur dépasse un montant conforme aux usages ou négligeable".

Au-delà de ces considérations d'ordre général, qui paraissent aller de soi dans une institution de ce type, le code apporte quelques précisions concrètes. "A l'occasion de déclarations publiques, est-il ainsi précisé, les membres du conseil doivent tenir dûment compte de leur rôle et de leurs devoirs au sein du conseil" : cette remarque cherche sans doute à désamorcer tout risque de cacophonie, certaines figures du conseil, à l'instar d'Ernst Welteke, le président de la Bundesbank, ayant parfois eu tendance à multiplier les commentaires, quitte à apparaître en porte-à-faux avec leurs homologues.

Autre consigne très claire, les gouverneurs "ne sauraient utiliser les informations confidentielles auxquelles ils ont accès afin d'effectuer des opérations financières d'ordre privé". Chaque année, ils vont par ailleurs devoir communiquer au président de la BCE une liste des mandats externes qu'ils exercent en marge de leur activité principale. Enfin, après avoir quitté le conseil, ses anciens membres sont "tenus pendant la première année d'éviter tout conflit d'intérêt dans le cadre d'une nouvelle activité professionnelle ou privée". Le cas échéant, ils doivent informer leurs ex-collègues et solliciter leur avis avant de s'engager. Cette clause doit en principe s'appliquer au Français Christian Noyer : le vice-président de la BCE quitte ses fonctions, vendredi 31 mai. Sans être encore fixé sur son avenir professionnel, il devrait néanmoins tenir compte des règles déontologiques publiées quelques jours avant son départ.

Philippe Ricard

**Droits de reproduction et de diffusion réservés; © Le Monde 2002 Usage strictement personnel. L'utilisateur du site reconnaît avoir pris connaissance de la licence de droits d'usage, en accepter et en respecter les dispositions. Politique de confidentialité du site.*

3. (20 points)

a) (10 points) Expliquez en quoi consiste la théorie de la parité du pouvoir d'achat.

b) (10 points) Comment peut-on réconcilier cette théorie avec le modèle d'économie ouverte qui lie les marchés des fonds prêtables à celui des changes?
